

Convention Collective des Industries Mécaniques
Microtechniques et connexes du Doubs du 31 Mai 1985
AVENANT DU 24 juin 2005

Article 1 - Rémunérations minimales hiérarchiques

Les rémunérations minimales hiérarchiques des "Mensuels" ont pour seul objet de déterminer l'assiette de calcul de la prime d'ancienneté. Elles sont fixées sur la base d'une valeur du point négociée paritairement chaque année.

La rémunération minimale hiérarchique pour un horaire hebdomadaire de 35 heures est obtenue en multipliant la valeur du point par le coefficient de l'intéressé.

En cas d'horaire inférieur à 35 heures, cette rémunération minimale hiérarchique est réduite à due proportion.

En cas d'horaire supérieur à l'horaire légal applicable à l'entreprise, le montant de prime d'ancienneté supporte les majorations pour heures supplémentaires.

A compter du 1^{er} Juillet 2005, la valeur du point est fixée à **4,15 €** pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (151,67 heures par mois).

Article 2 - Garantie annuelle de rémunération effective

a - Définition et montant

En application de l'accord national du 17 janvier 1991 portant avenant à l'accord national du 13 juillet 1983 sur l'application des rémunérations minimales hiérarchiques, le présent accord institue une garantie de rémunération annuelle effective pour chacun des coefficients hiérarchiques visés à l'article 14 de l'avenant "Mensuels" à la convention collective du GIMM du 31 mai 1985.

Les garanties annuelles de rémunération effective sont applicables à l'ensemble des catégories de personnel visées à l'article 1 de l'avenant "Mensuels" précité à l'exception des catégories de salariés pour lesquels un abattement de salaire légal ou conventionnel est prévu. Pour ces salariés, la garantie annuelle sera calculée selon ces dits abattements.

Barème de garantie annuelle de rémunération effective :

Coef. 140	14 239 €	Coef. 240	15 650 €
Coef. 145	14 273 €	Coef. 255	16 285 €
Coef. 155	14 319 €	Coef. 270	16 973 €
Coef. 170	14 387 €	Coef. 285	17 757 €
Coef. 180	14 501 €	Coef. 305	18 799 €
Coef. 190	14 614 €	Coef. 335	20 519 €
Coef. 215	14 805 €	Coef. 365	23 327 €
Coef. 225	15 014 €	Coef. 395	25 690 €

Ces valeurs sont données pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif et se rapportent à la période courant du 1er janvier au 31 décembre.

En cas d'horaire supérieur à l'horaire légal, ces valeurs sont adaptées à l'horaire de travail et supportent de ce fait les majorations pour heures supplémentaires.

En cas d'horaire inférieur, les valeurs, base 35 heures sont réduites à due concurrence.

En outre si un salarié intègre ou quitte son entreprise en cours d'année, le montant de la garantie annuelle de rémunération s'applique prorata temporis.

En cas de départ en cours d'année le complément de rémunération éventuellement dû au salarié en application du présent article lui est versé lors de son départ effectif.

b - Détermination de la R.A.G.

Pour la détermination de la R.A.G. il sera tenu compte de tous les éléments de rémunération à l'exception :

- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres
- des majorations pour travail du dimanche et de nuit prévues par l'article 11 de l'avenant mensuel
- des remboursements de frais et primes ayant ce caractère
- des primes d'ancienneté
- des sommes versées au titre de la législation sur l'intéressement et la participation
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévolé.

Dans le cas où la rémunération annuelle perçue par un salarié et déterminée comme prévue ci-dessus n'atteint pas la R.A.G. correspondant à son classement, l'employeur lui versera le complément de rémunération au plus tard avec la paie de mois de janvier suivant.

Article 3 – Indemnité de panier

Les valeurs des indemnités de panier sont fixées comme suit :

- panier jour = **2,90 €**
- panier nuit = **4,85 €**

Article 4 - Entrée en vigueur

L'article 1 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques entrera en vigueur au **1^{er} Juillet 2005**.

L'article 2 relatif aux garanties annuelles de rémunération effective entrera en vigueur au **1^{er} janvier 2005**.

L'article 3 relatif à l'indemnité de panier entrera en vigueur au **1^{er} Juillet 2005**.

Article 5 - Dépôt

Le présent avenant sera déposé en cinq exemplaires à l'initiative de la partie la plus diligente à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi.

Un exemplaire sera déposé au greffe du Conseil de Prud'hommes.

Fait à Besançon, le 24 juin 2005

Pour la CGT-FO

Pour le GIMM

Pour la CFTC

Pour la CFDT

Pour la CFE-CGC

Pour la CGT